

N°DBCA-2022-029

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RETARD DE LIVRAISON D'UNE EMBARCATION POLYVALENTE DE SECOURS –  
EXONERATION DES PENALITES DE RETARD**

Le 31 mars 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 14 mars 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Ressources et Moyens</i>	<i>Adapter les équipements au besoin</i>	<i>Définir un plan d'équipement cohérent</i>

\*

\* \*

Dans le cadre de la signature de la convention de partenariat entre le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) et le Grand Port Maritime de Rouen en date du 20 décembre 2019, le Sdis 76 a commandé le 5 novembre 2020 une embarcation polyvalente de secours. Cette acquisition a été réalisée auprès de l'UGAP.

Initialement prévue le 15 octobre 2021, la livraison de cette embarcation serait effective le 7 avril 2022 au regard des raisons invoquées par la Société Littoral, fournisseur de l'UGAP :

- retards de livraison des principales fournitures (aluminium, moteurs, matériel électronique),
- retards des principaux sous-traitants (installateurs moteurs, électriciens, peintres).

La crise sanitaire a engendré une pénurie de matières premières. Par conséquent, le défaut d'approvisionnement a entraîné, de fait, un allongement des délais de livraison.

Par soucis d'efficience et afin de limiter les délais, le Sdis 76 s'est trouvé contraint de modifier l'option retenue en matière de moteur et a dû opter pour un sondeur de bord de performance supérieure.

Cependant, dans le cadre d'échanges techniques et commerciaux, le fournisseur a fait procéder ces ajustements sans modification tarifaire.

Par courrier en date du 28 février dernier, l'UGAP souhaite connaître la position du Sdis 76 quant à l'application des pénalités de retard.

La situation évoquée est rencontrée par de nombreux fournisseurs des Services d'Incendie et de Secours et devrait impacter d'autres commandes.

Afin d'alerter sur la situation, une communication avait d'ailleurs été effectuée lors du Bureau du conseil d'administration du 4 novembre 2021.

Parallèlement, la direction des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances considère que ces difficultés peuvent relever du régime de la force majeure ; ce qui exonère les parties au contrat de toute faute contractuelle.

Au vu des éléments précités, il vous est proposé de renoncer à l'application des pénalités de retard pour cette commande.

Toutefois, le montant des pénalités de retard ne peut être fourni par l'UGAP tant que la livraison n'est pas intervenue. Quant au Sdis 76, il n'est pas en capacité d'établir ces pénalités puisqu'il ne dispose pas du contrat liant l'UGAP à son fournisseur.

Les membres du Bureau du conseil d'administration seront amenés à se positionner ultérieurement sur une liste de commandes faisant l'objet d'un retard de livraison.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20220405-DBCA-2022-029-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/04/2022  
Affichage : 05/04/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/04/2022  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**